

COMITÉ: Conseil de l'UE "Europe for peace"

SUJET: Quelle convergence diplomatique et quels plans d'action européens face aux principaux conflits qui menacent la stabilité mondiale ?

PAYS: Pays-Bas

Brève présentation des Pays-Bas - situés à l'est de l'Allemagne et au nord de la Belgique, les Pays-Bas sont une monarchie constitutionnelle et parlementaire. Le pays est divisé en 12 provinces et 388 municipalités. Les Pays-Bas comprennent également 6 pays et territoires d'outre-mer dans les Caraïbes (ces territoires ne font pas partie de l'UE). Les Pays-Bas ont été fondés le 1er janvier 1958, la langue officielle est le néerlandais, la capitale est Amsterdam, la superficie est de 34 188 km² et la population de 17 811 291 habitants. Les Pays-Bas comptent 29 députés au Parlement européen et leur contribution au budget de l'UE permet de financer des programmes et des projets dans tous les États membres. Les Pays-Bas reconnaissent les conflits actuels auxquels le monde est confronté et souhaitent trouver des solutions équitables à ces problèmes.

En tant que délégation néerlandaise, nous reconnaissons que les trois principaux conflits soulevés par ce thème sont les suivants : Taïwan-Chine, Israël-Palestine et Ukraine-Russie. Le premier est un conflit de longue date entre deux États, Taïwan souhaitant une libération totale et la Chine revendiquant le contrôle, le deuxième est également un conflit de longue date entre deux États qui luttent pour vivre en paix l'un avec l'autre depuis un siècle et, enfin, la guerre entre l'Ukraine et la Russie est un assaut pur et simple de la Russie contre l'Ukraine, qui dure depuis deux ans. Outre le simple fait que l'absence de paix nous affecte tous, les Pays-Bas sont principalement touchés par le soutien qu'ils ont apporté à des pays comme l'Ukraine pendant ce conflit.

Tout d'abord, notre pays a quelques valeurs fondamentales qui influencent les positions que nous prenons dans ces conflits, à savoir les valeurs des droits de l'homme et des droits civils. En ce qui concerne le conflit entre l'Ukraine et la Russie, les Pays-Bas condamnent la Russie pour l'attaque barbare contre les Ukrainiens et continueront à soutenir l'Ukraine jusqu'à la fin. En ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, les Pays-Bas ne reconnaissent pas la Palestine et soutiennent une solution à deux États pour le conflit israélo-palestinien. En ce qui concerne Taïwan et la Chine, les Pays-Bas continuent d'adhérer à leur "politique d'une seule Chine" et n'entretiennent pas de relations diplomatiques ou politiques avec Taïwan.

En outre, les Pays-Bas ont déjà mis en place des plans de solutions ou autres. En réponse à la guerre entre l'Ukraine et la Russie et en soutien à l'Ukraine, le gouvernement néerlandais a : débloqué au moins 40 millions d'euros pour l'aide d'urgence aux victimes de la guerre et soutenu financièrement les organisations humanitaires internationales ; envoyé (et continue d'envoyer) des médicaments et des fournitures d'aide ; fourni au Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme une aide financière pour soutenir l'expansion de son travail sur les droits de l'homme en Ukraine ; fourni plus de 65 millions d'euros de matériel militaire à l'Ukraine et s'est engagé à envoyer encore plus d'aide militaire comprenant des armes lourdes et des véhicules blindés ; soutenu et mis en œuvre les sanctions imposées par l'UE à l'encontre de la Russie. À cette fin, elle a nommé un coordinateur national pour le respect et l'application des sanctions au sein du ministère des affaires étrangères.

De plus, En ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, les Pays-Bas soutiennent une solution à deux États, avec un État palestinien indépendant, démocratique et viable existant aux côtés d'un Israël sûr. Cette solution passe par la conclusion d'un accord de paix définitif entre Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Les frontières du 4 juin 1967 (avant la guerre des six jours) constituent le point de départ d'un tel accord. Le futur État palestinien se composerait donc

de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est. Le 7 octobre 2023, le Hamas a mené une attaque terroriste contre Israël, tuant environ 1 200 personnes et en prenant environ 200 en otage. Les victimes ont été torturées et violées. Les Pays-Bas condamnent cette attaque terroriste avec la plus grande fermeté. Israël a le droit de se défendre contre le Hamas, dans les limites du droit international. Cela signifie que le recours à la force dans le cadre de la légitime défense. Les Pays-Bas condamnent toutes les violations du droit international humanitaire, quels qu'en soient les auteurs. Les Pays-Bas exhortent les deux parties au conflit à respecter le droit humanitaire international, à éviter les pertes civiles et à faciliter la fourniture d'une aide humanitaire beaucoup plus importante. Les attaques incessantes contre Israël depuis le Sud-Liban, la Syrie et le Yémen, ainsi que les contre-attaques israéliennes, sont préoccupantes. Pour éviter que ces problèmes ne s'aggravent, il est important d'empêcher que le conflit ne s'étende aux pays voisins.

Pour résumer, Pour résumer, les Pays-Bas reconnaissent qu'il est urgent d'instaurer la paix et de trouver des solutions. Ils maintiennent fermement leur soutien et espèrent que ce comité parviendra à améliorer l'état de ces conflits. Les Pays-Bas sont prêts et disponibles pour travailler avec les autres Etats membres afin de prévenir de futurs conflits.